

Les Européens proposent de définir un « cadre de sécurité minimum »

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Nous sommes très réticents à propos de toutes ces réunions [israélo-palestiniennes], qui soulèvent de faux espoirs. Nous préférierions rester aussi discrets que possible (...). Il y a un plan, c'est le plan Mitchell : il ne faut pas changer de plan chaque jour » : cette mise au point du chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, mardi 6 novembre, ramène à de modestes proportions la portée de sa rencontre, la veille, avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, en marge de la conférence Euroméditerranée. Ce processus qui, depuis sa fondation à Barcelone, en 1995, est très largement handicapé par la situation au Proche-Orient, perdure cependant, en partie grâce au programme d'aide MEDA II mis en œuvre par la Commission européenne.

Les propos du ministre israélien des affaires étrangères tendent aussi à relativiser certaines déclarations de la présidence en exercice de l'Union européenne et du premier ministre belge, Guy Verhofstadt. Elles avaient pu donner l'impression que les Européens préparent un nouveau plan pour sortir le processus de paix israélo-palestinien de l'ornière. Selon plusieurs diplomates, un « dialogue politique », à défaut de réelles négociations, s'est cependant engagé au cours de cette réunion, à laquelle n'assis-

taient que quelques responsables européens.

M. Arafat et M. Pérès se sont efforcés de voir dans quelle mesure la situation peut être améliorée par des mesures concrètes. Cette approche pragmatique va dans le même sens que la démarche poursuivie par les Européens, qui, résume un diplomate, proposent une sorte de « micro-management » de la situation sur le terrain, tout en s'efforçant de « redonner du sens aux perspectives politiques », en tablant notamment sur le fait que toutes les parties – à commencer par l'administration américaine et le gouvernement d'Ariel Sharon –, acceptent maintenant le principe de la création d'un Etat palestinien.

RASSURER LA PARTIE ADVERSE

Les Quinze souhaitent profiter de l'Assemblée générale des Nations unies, en fin de semaine, pour amener Washington à approuver ce qui pourrait être une déclaration commune des Européens, des Américains, des Russes et des Etats arabes modérés (Egypte et Jordanie notamment), incitant fermement Palestiniens et Israéliens à reprendre la voie de la négociation. Mais qu'en est-il d'un tel « micro-management » ?

L'idée est d'inciter Palestiniens et Israéliens à prendre des mesures de nature à rassurer la partie adverse, en définissant une sorte de « cadre

de sécurité minimum », qui permettrait de revenir à la situation qui régnait avant l'assassinat du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi, lequel a entraîné la réoccupation par l'armée israélienne de plusieurs régions autonomes palestiniennes. Les Israéliens font valoir que les auteurs d'attentats terroristes arrêtés par l'Autorité palestinienne ne restent pas longtemps en prison. Les Palestiniens rétorquent que leur laxisme sur ce point tient à la propension de Tsahal à pourchasser aux missiles les responsables palestiniens et à multiplier les « assassinats ciblés ». Les Européens pourraient-ils se porter garants des exigences des uns et des autres ? L'idée fait son chemin, mais il n'est pas encore question d'envoyer des observateurs sur le terrain.

Une autre mesure consisterait à nommer un responsable palestinien pour la sécurité dans chacune des six ou sept villes où les relations avec l'armée israélienne sont les plus tendues, pour nouer un dialogue avec elle et faciliter son retrait. « Vous êtes tous les deux Prix Nobel de la paix, pas de littérature ! C'est de paix que nous avons besoin, pas de rhétorique », a lancé mardi Javier Solana, le haut-représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, à l'adresse de M. Pérès et de M. Arafat.

Laurent Zecchini